Quels lendemains à une conjoncture extérieure sans précédent ?

Des références historiques au service d'une prospective

La concomitance des baisses récentes des prix des matières premières, de celui du pétrole et du cours du dollar est sans précédent, tout au moins en période de croissance économique. Un inventaire des périodes où de telles baisses ont eu lieu, remontant jusqu'en 1860, le montre.

La conjoncture actuelle est donc une anomalie. Ses effets bénéfiques à l'économie française seront-ils éphémères ou bien ouvrent-ils la voie, grâce à des niveaux de prix durablement plus favorables, à une nouvelle ère d'expansion économique ?

Les tendances séculaires des prix réels des matières premières et du pétrole sont à la baisse, mais avec d'amples fluctuations. Actuellement les prix des matières premières sont très au-dessous de la tendance et celui du pétrole très au-dessus. Une analyse des facteurs qui permettent d'expliquer les variations de prix réels – progrès techniques, liquidités monétaires mondiales, ententes entre producteurs, nature de la croissance incorporant plus ou moins de matières premières et d'énergie – conduit à penser que les prix des matières premières, même s'ils se relèvent, ne rejoindront probablement pas la ligne de tendance et que celui du pétrole, qui, descendu à 15 \$ le baril, est encore élevé, ne remontera pas autant qu'on le pense communément.

Cela devrait permettre une croissance plus forte des économies développées, mais à condition qu'un certain ordre économique mondial soit instauré par une coopération internationale et que les PVD producteurs de matières premières ne comptent plus sur des exportations accrues de celles-ci comme base de leur développement. Faute de quoi l'avenir serait sombre.

Pendant vingt ans, de 1954 à 1973, tous les faits économiques se sont ordonnés à peu près pareillement dans les pays occidentaux : prix en hausses continues, mais modérées et peu divergentes, productions et revenus en croissances rapides et régulières, taux de change à peu près stables, balances commerciales

oscillant au voisinage de l'équilibre. Epoque bénie pour les prévisionnistes, qui ne risquaient guère de se tromper en extrapolant les tendances antérieures.

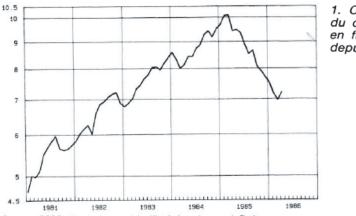
Il n'en a plus été de même depuis 1974. Les hausses de prix ont connu de brusques accélérations, entrecoupées de ralentissements et de baisses de certains d'entre eux ; les productions ont tantôt fléchi et tantôt progressé ; les revenus réels ont parfois régressé ; les cours des changes ont amplement varié et les balances commerciales enregistré des déséquilibres profonds. Simultanément les mentalités évoluaient, d'elles-mêmes et sous l'effet des vicissitudes économiques. Ainsi le modèle de croissance auquel il était si commode de se référer se trouve-t-il partiellement invalidé et les économistes obligés à des remises en cause de leurs analyses et pronostics.

Et voici que des changements particulièrement insolites surviennent dans l'environnement économique de la France¹. On a assisté depuis mars 1985 à une baisse du dollar [1] et néanmoins les prix en dollar des matières premières ont sensiblement fléchi [2] jusqu'en septembre dernier, alors que les économies développées sont en expansion, relativement lente, mais sensible, depuis le début de 1983 [3]. Malgré l'accélération de la baisse du dollar en septembre et sa poursuite depuis lors, ils ont ensuite remonté peu. Fait plus marquant encore, cette dépréciation du dollar s'accompagne depuis la fin de 1985 d'une chute brutale du prix du pétrole [4].

La baisse des prix des matières premières et du pétrole, qui améliore les termes des échanges extérieurs de la France, y procure des profits aux entreprises et facilite l'équilibre de la balance commerciale, ce qui autorise une politique économique quelque peu expansionniste. La dépréciation du dollar, en réduisant davantage encore le coût des importations en franc [5], constitue un facteur supplémentaire de baisse du niveau général des prix, qui compense en partie les tendances inflationnistes internes encore rémanentes [6].

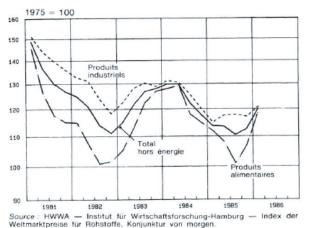
^{1.} Les chiffres entre crochets dans le texte renvoient aux numéros des graphiques, reproduits en pages impaires. Une table des graphiques se trouve en annexe dans la *Revue de l'OFCE*, n° 16 / juilllet 1986.

Ces circonstances extérieures n'auront-elles que des effets favorables très provisoires ou, opérant un retour à une certaine normalité des prix et des changes, ouvrent-elles la voie à une nouvelle ère d'expansion économique, semblable à celle des années cinquante et soixante ?

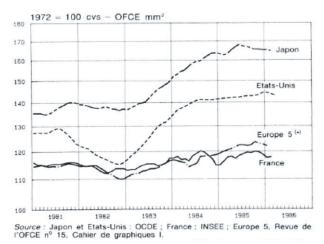


1. Cours du dollar en franc depuis 1981

Source : OFCE d'après le marché officiel des changes à Paris.



2. Prix mondiaux des matières premières en dollar depuis 1981



3. Productions industrielles depuis 1981

Je voudrais proposer une réponse à cette question en éclairant par un recours à l'histoire² des perspectives incertaines. Certes l'histoire ne se répète jamais à l'identique, mais en considérant le passé on juge mieux du présent et de l'avenir.

À la recherche de précédents

Désireux de regarder assez loin en arrière on devra prendre garde que le rôle de monnaie mondiale en laquelle sont fixés les prix directeurs de la plupart des matières premières, qui est actuellement joué par le dollar, l'était entre les deux guerres principalement par la livre sterling et auparavant par elle seule. Toutefois avant 1914 il est loisible de considérer aussi bien des prix en franc ou en dollar qu'en livre, car les taux de change de ces monnaies étaient alors immuables.

En quête d'analogies historiques on va inventorier d'abord les époques où sont survenues des baisses en monnaie mondiale des prix des matières premières ou du pétrole, en notant si les PNB ont alors progressé, puis celles où le cours de cette monnaie mondiale en franc a baissé. Nous examinerons enfin s'il est des cas où, comme actuellement, baisse des prix en monnaie mondiale et dépréciation en franc de cette monnaie ont été concomitantes.

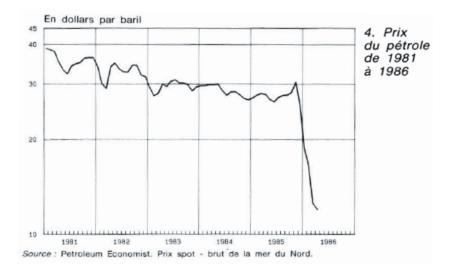
^{2.} Cet article a été écrit principalement à partir des données statistiques incluses dans : Jean-Marcel Jeanneney et Elizabeth Barbier-Jeanneney « Les Économies occidentales du XIX^e siècle à nos jours ». Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, 2 volumes.

Baisse des prix des matières premières

Du quatrième trimestre 1980 au quatrième trimestre 1985 les prix en dollar à New York des matières premières ont baissé de 30 %, soit à un taux annuel moyen de - 5 % [2].

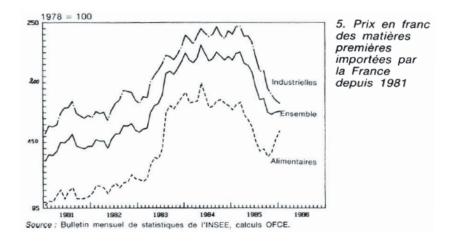
En remontant le temps [7] on trouve quatre précédents à cela :

- Du premier trimestre 1951 au quatrième trimestre 1953 les prix en dollar ont baissé de 24 %, soit à un taux annuel moyen de -8 % l'an, puis, à travers des fluctuations, au taux de -2 % jusqu'en 1960. Les PNB étaient alors en croissance de 2 % l'an au Royaume-Uni, 3 aux États-Unis, 4 en France, 5 au Canada et en Italie, 8 en Allemagne et au Japon [10].
- Du quatrième trimestre 1924 au quatrième trimestre 1932 les prix en livre sterling à Londres ont baissé de 49 %, d'abord au taux annuel de 5 % jusqu'au troisième trimestre 1929, puis de 12 %. En raison de la dépréciation de la livre par rapport au dollar comme par rapport au franc [13] [14] intervenue à partir de septembre 1931, la baisse en dollar a été beaucoup plus accentuée : de 66 % au cours de ces mêmes huit années. De 1924 à 1929 les PNB progressaient de 2 % l'an au Royaume-Uni, de 3 en France et au Japon, de 4 en Suède et aux États- Unis. Ils ont baissé ensuite fortement jusqu'en 1932 [10].



• Du deuxième trimestre 1920 au premier trimestre 1922 les prix en livre sterling ont, en vingt-et-un mois, baissé de 47 %. En dollar la baisse n'a été que de 40 % la livre s'étant un peu appréciée par rapport au dollar à cette époque [15]. Les PNB ont fléchi de 1920 à 1921.

De 1864 à 1898 les prix des matières premières à Londres ont baissé au total de 49 %, soit au taux annuel moyen de 2 %. Les PNB s'élevaient alors de 1,5 % l'an en France, de 2 au Royaume-Uni, de 2,5 en Allemagne, de 5 aux États-Unis et au Japon [9].





6. Pour-cent
de hausse
sur douze mois
des prix à
la consommation
en France
depuis 1981

Baisse du prix du pétrole

Du sommet de 40 \$ le baril, atteint en novembre 1980, le pétrole a fléchi lentement jusqu'à 28\$ en février 1985. Il est resté ensuite aux alentours de ce niveau jusqu'en novembre 1985. Puis une baisse, particulièrement brutale en février 1986, l'a amené aux environs de 15 \$ dès le mois de mars et au-dessous de 14 \$ en mai, soit une chute de moitié en six mois [4].

Les deux autres baisses du pétrole [8] observées depuis la seconde guerre mondiale se situent de 1956 à 1969, où elle fut de 34 %, alors que les PNB étaient en croissance rapide, et de 1948 à 1950, où elle fut de 14 %, alors que le PNB fléchissait aux États-Unis.

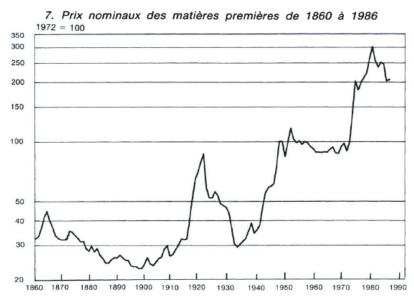
Pendant l'entre-deux guerres, le pétrole ne servant principalement qu'à fournir de l'essence pour les automobiles et une matière première à un petit nombre d'industries, son prix était de moindre importance. Il n'est toutefois pas sans intérêt de noter qu'il a subi en ce temps-là aux États-Unis de fréquentes et amples fluctuations³. De 3,50 \$ le baril en janvier 1921, il chute à 1 \$ en juillet et demeure à ce prix jusqu'en septembre, mais remonte à 2 \$ à la fin de 1921. Alors qu'il était encore à 1,45 en janvier 1930, il s'effondre de 0,92 à 0,25 entre décembre 1932 et juin 1933, mais se relève à 1 \$ dès octobre 1933, puis oscille un peu au-dessus de ce niveau jusqu'en 1940. En moyenne annuelle il a baissé de 67 % de 1920 à 1923 et de 66 % de 1926 à 1931. On peut supposer que des variations de prix à peu près semblables ont eu lieu sur le marché international, encore que les transports maritimes de pétrole n'ayant pas eu alors la même ampleur que depuis les années cinquante, l'unicité de prix était moins bien réalisée dans le monde.

Avant 1914 le pétrole, qui ne servait guère qu'à l'éclairage domestique, était tombé de 9 \$ en 1860 à 4 \$ en 1871 et 0,67 en 1887, puis avait oscillé entre 0,56 et 1,36.

Dépréciation du dollar ou de la livre

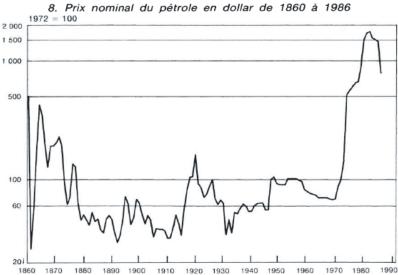
De mars 1985 à mai 1986 le dollar a perdu 33 % de sa valeur en franc, fléchissant de 10,40 F à 7 F [1].

^{3.} D'après Petroleum Facts and Figures. Centimal Edition 1959. American Petroleum Institute.



Prix en livre sterling à Londres, d'après l'indice de l'Economist, jusqu'en 1938 et en dollar à New York depuis 1938, d'après l'indice Moody's.

Sources: J.M. Jeanneney et E. Barbier-Jeanneney: Les Economies Occidentales du XIX^e siècle à nos jours, planches III 1, III 16, III 21 et INSEE. Bulletin mensuel de statistiques. L'indice de l'Economist comprend 16 denrées alimentaires et 18 matières premières industrielles, dont 4 métaux, 5 matières textiles et 9 matières industrielles d'origine agricole. L'indice Moudy's comprend: 43 % de produits alimentaires, 33 % de matières premières industrielles d'origine agricole et 24 % de métaux.



Sources: Oil Economists'Handbook. Gilbert Jenkin's. Elsevier Applies Science Publishees 1985, p. 20 et depuis 1984 Petroleum Economist.

L'histoire présente trois autres cas de dépréciation du dollar par rapport au franc :

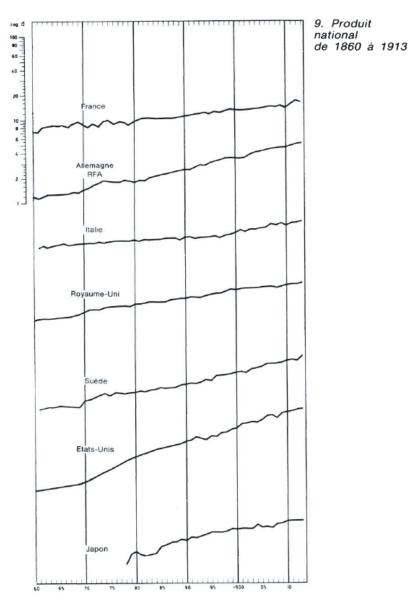
- de novembre 1971 à janvier 1980 son cours a baissé de 27 % (de 5,52 F à 4,04 F) [11];
- de mars 1933 à septembre 1934 il a été volontairement déprécié par le président Roosevelt de 41 % (de 25,51 F à 14,98 F) [14];
- de décembre 1920 à avril 1922, le franc s'étant relevé après avoir subi une dépréciation des 2/3 depuis janvier 1919, la valeur du dollar s'est trouvé momentanément réduite de 36 % (de 16,90 F à 10,81 F) [15].

La livre sterling, qui est à considérer aussi en tant que monnaie mondiale pendant l'entre-deux guerres, a connu alors deux mouvements de baisse par rapport au franc :

- d'août 1931 à mars 1935, son cours passant de 125 F à 72 F, sa dépréciation a été de 43 %, dont 32 % dès la fin de 1931 [13];
- d'avril 1920 à juin 1921, faiblissant de 64 F à 47 F, elle a perdu 26 % de sa valeur [15], mais se trouvait néanmoins à un cours encore de 75 % supérieur à ce qu'il était deux ans auparavant (26 F).

Y a-t-il eu dans le passé concomitance de la baisse des prix des matières premières ou du pétrole et de celle du dollar ou de la livre sterling?

En considérant et rapprochant les périodes datées ci-dessus on voit qu'il n'y a eu des baisses simultanées du dollar et des prix des matières premières que de décembre 1920 à avril 1922, du dollar et du prix du pétrole que de février à septembre 1921. Avec la livre sterling une telle simultanéité s'observe pour les prix des matières premières de septembre 1931 à la fin de 1932. Mais ces époques diffèrent profondément de celle d'aujourd'hui en ce que l'année 1921 et les années 1930 et 1931 ont été marquées par de fortes baisses des PNB et, plus encore, des productions industrielles, tandis qu'en 1985 et au début de 1986 les uns et les autres progressent plus ou moins dans presque tous les pays.



Source : J.M. Jeanneney, E. Barbier-Jeanneney : Les économies occidentales du XIX^o siècle à nos jours, planche II 11.

Variations Prix Prix Taux du PNB Périodes des matières du pétrole de change des pays premières en dollar en franc développés en dollar dollar 1980-1985 en dollar dollar 1956-1960 en dollar dollar 1951-1953 en livre dollar, en dollar 1933-1934 en livre dollar 1924-1932 livre dollar en livre 1920-1922 en livre, franc dollar et livre ou dollar 1864-1898

Tableau synoptique du sens des variations en diverses périodes des prix des matières premières et du pétrole, des taux de change en franc et du PNB des pays développés

L'anomalie de la conjoncture extérieure actuelle

Qu'on ne trouve pas de précédent aux baisses conjointes du dollar et du prix des matières premières et du pétrole dans une économie mondiale en croissance n'est pas surprenant, car ce qui advient aujourd'hui va à rencontre du jeu normal de certains mécanismes économiques.

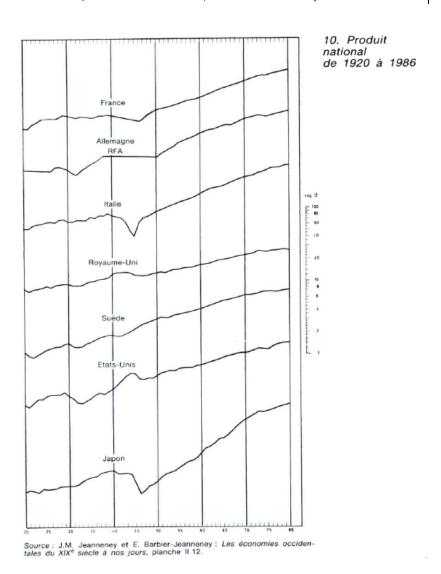
Une dépréciation du dollar (ou autrefois de la livre sterling), monnaie en laquelle les prix directeurs mondiaux des matières premières sont exprimés, a deux effets. Tant que les prix en dollar demeurent inchangés, d'une part cette dépréciation réduit les prix de vente en leur monnaie nationale, en franc par exemple, de tous les producteurs dont la monnaie n'est pas le dollar ou n'est pas liée au dollar et qui exportent principalement vers la zone dollar : leurs

recettes se trouvent ainsi réduites. D'autre part les prix de ces matières premières étant abaissés pour tous les acheteurs dont la monnaie est revalorisée par rapport au dollar, le pouvoir d'achat de ces acheteurs se trouve accru. Ainsi une dépréciation du dollar devrait avoir pour conséquence, en décourageant la production de ces matières premières dans une partie du monde et en y stimulant leur utilisation, d'en raréfier l'offre et d'en accroître la demande sur les marchés mondiaux, ce qui en ferait monter les prix en dollar. En outre la dépréciation du dollar devant, à plus ou moins brève échéance, provoquer dans la zone dollar une hausse du niveau général des prix et des salaires, donc des coûts, il est normal que la spéculation, en anticipant les effets, contribue, sans plus attendre, à élever les prix.

Ces mécanismes ne paraissent pouvoir être mis en échec que par une crise économique réduisant fortement les débouchés, ce qui n'est pas le cas actuellement, ou par la volonté des producteurs de vendre davantage pour conserver une recette globale suffisante malgré la baisse des prix de vente unitaires, mais un tel comportement rencontre sa limite dans la faillite des entreprises ou l'appauvrissement insupportable des individus.

Effectivement lors de la précédente dépréciation du dollar, survenue de novembre 1971 à janvier 1980 [11], alors même que les économies occidentales ne connaissaient que des croissances irrégulières et quelque peu ralenties [16], la hausse des matières premières a été prompte et forte [12]. L'indice de leur prix en dollar avait été multiplié par deux dès le début de 1974 et l'était par plus de trois au début de 1980, donc beaucoup plus que la dépréciation du dollar, qui était de 45 % par rapport au DM, ne le justifiait. Si bien que, même en des monnaies qui s'appréciaient par rapport au dollar, les prix des matières premières s'élevaient : au début de 1980 ils étaient, sur une base 1972, à l'indice 264 en franc et à 184 en mark.

De même en 1933, quoiqu'à un moindre degré, la dépréciation de 41 % du dollar [14] s'était accompagnée d'une hausse des matières premières en dollar [7], telle que leurs prix en franc s'étaient retrouvés en 1934 au même niveau qu'en 1932.



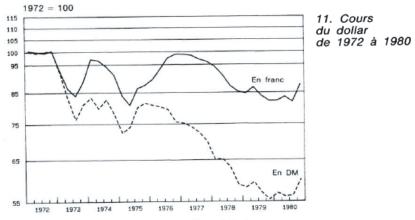
L'anomalie actuelle résulte de circonstances transitoires.

La baisse des matières premières, commencée dès 1981 et poursuivie en 1985 [2], vient compenser les trop fortes hausses antérieures [7 et 12]. Et déjà leurs prix en dollar ont commencé à se redresser à la fin de 1985 [2].

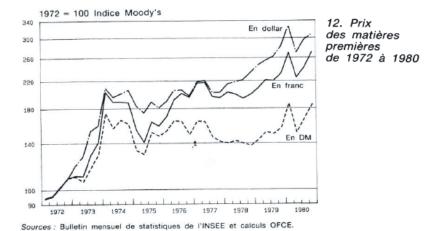
L'effondrement du prix du pétrole [4] est une illustration du fait, bien connu, que lorsque des producteurs se coalisent pour élever leur prix de vente très au-dessus des coûts de production, ils

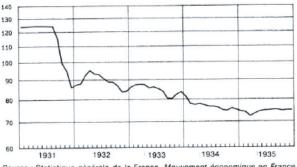
suscitent tôt ou tard d'intenables concurrences d'autres producteurs ou de produits substituables.

Quant à la baisse du dollar [1], elle est aussi un réajustement. Elle fait suite à une hausse dont l'excès apparaissait manifeste, que l'on compare les coûts aux États-Unis et dans les principaux pays concurrents ou que l'on considère l'énorme déficit de la balance commerciale des États-Unis. Il se peut que cette baisse se prolonge encore quelque temps par l'effet d'une sur-réaction des marchés ; mais elle prendra nécessairement fin à échéance relativement brève.



Source : OFCE d'après le marché officiel des changes à Paris.





13. Cours de la livre en franc de 1931 à 1935

Source : Statistique générale de la France, Mouvement économique en France de 1929 à 1939, Imprimerie nationale, 1941.

Le caractère éphémère, parce que paradoxal, de la simultanéité des mouvements de baisse du dollar avec ceux des prix des matières premières et du pétrole ne peut faire de doute. Il ne s'agit que d'un épisode. On doit certes en recueillir les avantages, mais se garder de fonder des politiques à moyen ou long terme sur cette aubaine sans prendre soin d'en mesurer les suites probables.

À supposer que le dollar soit stabilisé autour de son niveau actuel, est-il vraisemblable que les prix des matières premières et celui du pétrole ne remontent pas ou même fléchissent encore, quand bien même les pays développés connaîtraient une croissance tendant à augmenter les quantités de matières premières et d'énergie demandées par eux ?

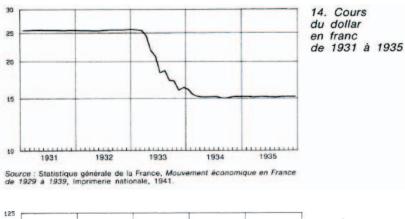
Pour répondre à cette question on ne peut évidemment se borner à constater que dans le passé des baisses de prix se sont longuement poursuivies pour en conclure à la probabilité d'une persistance des baisses en cours. On ne peut non plus se contenter d'observer que toutes les baisses ont été, tôt ou tard, suivies de hausses pour prédire, au contraire, un relèvement prochain des prix. Il faut situer les niveaux de prix actuellement atteints par rapport aux tendances à long terme.

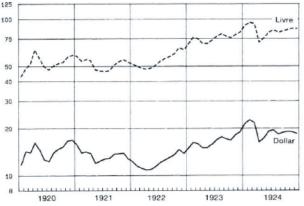
Les tendances à long terme des prix nominaux et réels des matières premières et du pétrole

Malgré les baisses des prix nominaux des matières premières survenues même en des temps prospères et celles, plus brutales, provoquées par des crises économiques – de 1919 à 1922 la baisse

fut de 40 %, de 1929 à 1931 elle fut de 35 % – les hausses l'ont emporté [7]. Les unes ont été manifestement provoquées par des guerres – la guerre de Sécession aux États-Unis de 1861 à 1865, la première et la seconde guerres mondiales –, mais d'autres sont situées en temps de paix – de 1898 à 1914, de 1932 à 1937, de 1971 à 1980 – si bien que la tendance séculaire est fortement ascendante. Entre 1860 et 1985 l'indice des prix sur les marchés mondiaux, exprimés en livre sterling jusqu'en 1938 et en dollar depuis 1938, a été multiplié par 6,2.

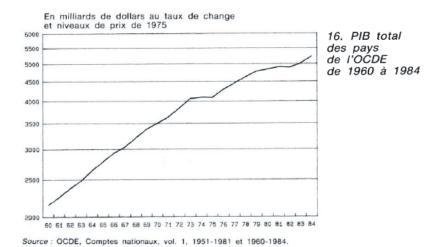
Quant au pétrole, si on en considère le prix depuis que, vers 1910, son utilisation s'est développée il n'avait en 1972 que triplé. Après quoi de 1972 à 1982 il a été multiplié par 17,6 et, après sa baisse récente, est encore près de huit fois supérieur à celui de 1972 [8].





Source: Statistique générale de la France, Indices généraux du mouvement économique en France de 1901 à 1931, Imprimerie nationale, 1932.

15. Cours de la livre et du dollar en franc de 1920 à 1924



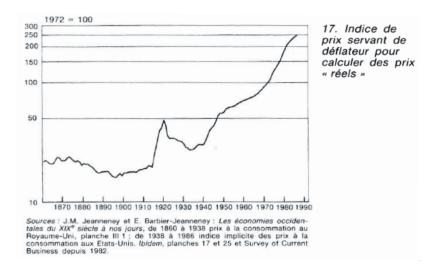
Mais les données nominales sont trompeuses. Pour apprécier correctement la portée économique des mouvements des prix des matières premières ou du pétrole, on doit tenir compte de ceux du niveau général des prix aux époques considérées [17], afin de connaître les variations du pouvoir d'achat obtenu par unité vendue. On a calculé, à cette fin, des indices de prix, dits réels, des matières premières et du pétrole, en livre sterling constante jusqu'en 1938 et en dollar constant depuis 1938, qui comportent d'amples oscillations.

La tendance séculaire des prix réels des matières premières calculée de 1860 à 1986 est en baisse de 0,463 % par an. Au total l'indice a baissé de 16 % en 126 ans [18]. En 1986 les prix réels sont de 36 % inférieurs à ceux que la tendance aurait déterminé en cette année-là et se situent à un minimum historique, à peu près dans l'alignement des trois autres minimums antérieurs, de 1885, 1932 et 1971, chacun ayant été inférieur au précédent.

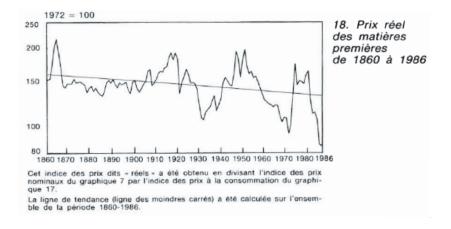
La situation est très différente pour le pétrole. De 1900 à 1972 la tendance est en baisse de 1,38 % par an [19], soit au total une baisse réelle de 64 %. Si l'on prolonge cette ligne jusqu'en 1986 on voit qu'un prix de 15\$ le baril est encore quatre fois supérieur à la tendance antérieure au choc pétrolier et correspond à un niveau qui, avant 1973, n'avait depuis 1872 été atteint qu'en la seule année 1920. A 12 \$ le prix réel est encore triple de celui de la tendance.

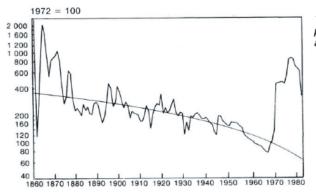
Comment expliquer les mouvements de prix passés ?

Si l'on avait suivi distinctement les évolutions des prix des principales matières premières on aurait constaté d'assez grandes divergences entre elles et on aurait pu trouver, d'année en année, des explications particulières à beaucoup de variations du prix de chacune d'elles : conditions atmosphériques ou phyto-sanitaires plus ou moins favorables, découvertes de gisements miniers exceptionnellement riches ou épuisement des anciens, mise en œuvre d'innovations techniques propres à certaines productions, troubles politiques ou sociaux en certains pays. Un indice synthétique, qui fond en une moyenne les variations de tous les indices particuliers, est certes influencé par les variations de chacun d'eux, mais une probabilité existe que, du fait du hasard, les facteurs spécifiques de hausse et de baisse s'annulent.



On est donc en droit, si l'on constate un mouvement ample et durable de cette moyenne, de supposer qu'il a pour cause des faits de portée générale plutôt que l'accumulation d'événements particuliers. Cette hypothèse se trouve renforcée par la constatation qu'en dépit de divergences fréquentes, les prix des divers produits varient très souvent dans le même sens, avec de faibles décalages de temps, quand bien même les conditions de leur production et leurs utilisations diffèrent grandement⁴.





19. Prix réel du pétrole de 1860 à 1986

Les baisses par des progrès techniques

La principale cause générale de baisse des prix réels des matières premières et de l'énergie consiste en des progrès techniques qui accroissent la productivité des facteurs de production de ces matières premières ou de leur transport plus que celle des facteurs de production des biens de consommation et des services. À quoi s'ajoute que les fruits des progrès de productivité ainsi réalisés ont

^{4.} Comme exemple de divergence et de similitude des variations de prix particuliers *cf.* J.M. Jeanneney et E. Barbier-Jeanneney : « Les économies occidentales du XIX^e siècle à nos jours », planche III 22, prix mondiaux de divers produits depuis 1949.

été partagés différemment selon les pays. Dans les pays industrialisés ils ont servi pour une grande part, sous des pressions syndicales et autres, à augmenter les salaires, ce qui réduisait d'autant la baisse des coûts ; tandis que dans les pays sous-développés les populations se sont trouvées le plus souvent contraintes d'accepter des salaires ou autres revenus demeurant à peine égaux au minimum vital, si bien que les progrès de productivité y engendraient des réductions de coût plus accentuées, permettant des baisses des prix. Or beaucoup de matières premières sont produites principalement ou même uniquement dans ces pays-ci.

À défaut de pouvoir donner de ces progrès techniques une expression statistique globale, on doit se limiter à l'énumération de faits majeurs.

Au cours de la seconde moitié au XIX^e siècle l'introduction du machinisme dans des agricultures extensives et dans les exploitations minières, la construction de chemins de fer et l'utilisation de navires en fer, à vapeur, ont permis d'exploiter de nouvelles terres ou de nouveaux gisements plus éloignés des lieux d'utilisation, d'accroître ainsi les quantités de matières premières produites, d'en réduire les coûts et de les transporter à moindre frais. La baisse constatée après 1920 fut rendue possible, entre autres progrès, par la généralisation de l'usage de l'électricité et des moteurs à explosion. Celle des années cinquante et soixante le fut par l'emploi de plus en plus répandu à travers le monde de puissants engins mis au point aux États-Unis pendant la guerre, par la multiplicité des découvertes géologiques, dues à de nouveaux moyens de prospection, par le perfectionnement des procédés industriels d'extraction et de traitement de minerais, par les apports de la biologie aux productions agricoles ainsi que par l'accroissement du tonnage et de la rapidité des navires transporteurs de matières premières.

Rien cependant ne permet de dire que les innovations aient été moindres de 1896 à 1913 que de 1865 à 1895, ou moindres de 1968 à 1980 que de 1951 à 1967. Et pourtant, alors que le monde était à peu près en paix, les prix réels des matières premières ont monté de 1896 à 1913 et de 1968 à 1980 bien que la croissance économique n'ait pas été plus rapide après 1896 qu'avant [9] et qu'elle ait été moins forte au cours des années soixante-dix que pendant les années cinquante et soixante [10 et 16].

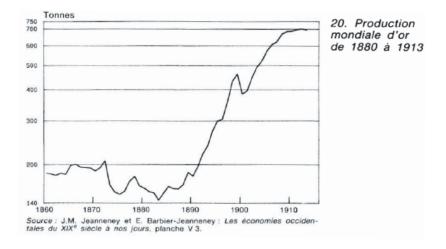
Les hausses par une abondance monétaire...

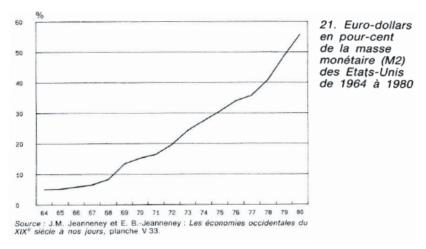
On peut rechercher des explications monétaires aux hausses observées en ces deux périodes. Pendant la première elles résulteraient de la production d'or qui, après avoir été stable et même légèrement déclinante depuis 1853, s'est, à partir de 1885, accrue aux taux de 7 % l'an [20], si bien que les frappes de pièces d'or connurent un nouvel essor de 1890 à 1913 et que l'or afflua dans les caisses des banques d'émission, avec pour contrepartie, des émissions de billets. Pendant la seconde le fait moteur serait les euro-dollars, dont la masse a augmenté de 30 % l'an entre 1967 et 1980, atteignant alors 67 % de la masse monétaire (M2) des États-Unis, au lieu de 5 % en 1967 [21]!

Sans mettre en doute l'influence haussière de l'abondance monétaire sur le niveau général des prix, on doit se demander pourquoi les prix de matières premières seraient plus sensibles à l'accroissement des liquidités internationales que ceux des biens de consommation et de services. Une raison en peut être que l'abondance des liquidités maintient les taux d'intérêt réels relativement bas, et parfois même les rend négatifs. Cela d'une part incite au stockage des matières premières, ce qui en accroît la demande, et d'autre part, en facilitant le financement des opérations sur les marchés à terme, contribue à soutenir les cours. Mais si des stockages et des spéculations expliquent assez bien les hausses cycliques des prix nominaux et réels de 1899 à 1900, de 1903 à 1907, de 1909 à 1912 et, récemment, de 1973 à 1974 et de 1978 à 1979 [7 et 18], ils ne peuvent suffire à rendre compte d'ascendances longues des prix.

Serait-ce une accélération des investissements favorisés par des taux d'intérêts réels bas qui, en accroissant la demande des matières premières à usages industriels⁵, en aurait fait monter les prix plus que ceux des biens de consommation et de service ? Observons d'abord que cela ne serait valable que pour cette partie de l'indice des prix des matières premières constituée par ceux de ces produits, qui, tels les métaux, servent principalement à des investissements. Or les autres matières premières suivent le mouvement, aussi bien de 1896 à 1913⁶ que de 1968 à 1980 [5].

^{5.} Dont la pondération dans l'indice de l'économiste est de $44\,\%$ et dans l'indice Moody's de $57\,\%$.



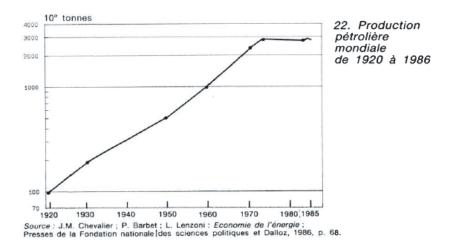


Certes pendant les années 1885 à 1913 l'augmentation des productions industrielles [23], plus rapide que celles des PNB [9], n'a pu s'opérer que grâce à des investissements. Mais il n'en était pas allé différemment au cours des trente années précédentes⁷, où

Cf. les séries de Levy-Levoyer, reproduites à la planche III 6 de J.M. Jeanneney et E. Barbier-Jeanneney « Les Économies occidentales du XIX^e siècle à nos jours », op. cit.

^{7.} Selon nombre d'historiens la croissance des PNB aurait été plus rapide de 1889 à 1913 que de 1860 à 1880. (cf. Jean-Charles Asselain. Histoire économique. De la révolution industrielle à la première guerre mondiale. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques 1985, p. 81). Mais les séries historiques de la planche 19 (J. Toutain pour la France) ne le confirment pas. Non plus, jusqu'en 1910, celle de Lévy-Leboyer et Bourguignon. L'économie française du XIX^e siècle, *Economica*, 1985, pp. 335-337.

le différentiel d'augmentation des productions industrielles et des PNB n'avait pas été moindre et où cependant les prix nominaux et réels des matières premières avaient baissé.

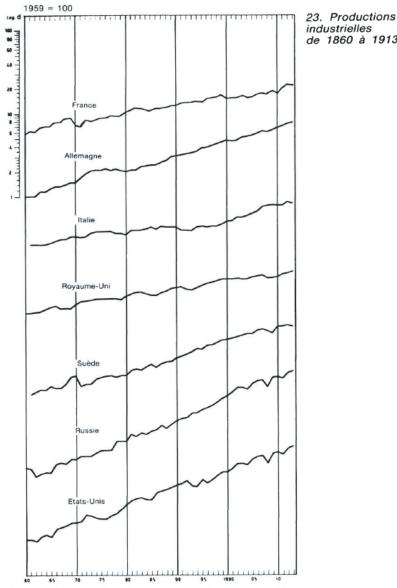


Pendant les années 1972 à 1979, malgré des taux d'intérêt réels minimes, voire négatifs, la progression du PIB de l'ensemble des pays de l'OCDE [16] s'est ralentie et les investissements ont partout décliné plus ou moins en pourcent des PIB [24]. Et pourtant les prix non seulement nominaux [7], mais réels [18] des matières premières ont fortement progressé.

Puisque de 1885 à 1913 cette hausse des prix réels des matières premières n'a pas correspondu à une croissance des PIB plus rapide qu'antérieurement [9] et que de 1972 à 1980 elle coïncide avec leurs ralentissements [16], on doit lui chercher une cause autre qu'une plus forte demande de ces produits, qui aurait été provoquée par l'abondance des liquidités internationales stimulant les investissements. La causalité est plutôt inverse : cette hausse des prix réels des matières premières, en réduisant les marges d'autofinancement des industries utilisatrices, a freiné l'investissement.

industrielles

de 1860 à 1913



Source: J.M. Jeanneney, E. Barbier-Jeanneney: Les économies occidentales du XIXº siècle à nos jours, planche II 9.

... ou par des actions concertées des producteurs ?

Une explication peut sans doute être trouvée dans les structures des marchés, les producteurs s'organisant pour réagir contre des baisses de prix réels longtemps prolongées.

C'est vers 1890 que, pour lutter contre la baisse des prix intervenue au cours des trente années précédentes, des cartels ont commencé à se constituer en Allemagne et en Russie, des trusts et des holdings aux États-Unis, des ententes ailleurs, dont les dirigeants estimaient devoir tirer plus de bénéfices de prix élevés que de ventes accrues.

De même à la fin des années soixante, après une vingtaine d'années de baisse de leurs prix réels de vente, les producteurs de matières premières tentèrent de s'organiser. L'OPEP eut un succès particulièrement spectaculaire et prolongé; mais il en alla de même, et parfois avant même la hausse du pétrole, avec des fortunes diverses, pour le cuivre, l'étain, l'aluminium, les fibres textiles, le café, le sucre, etc. Les mouvements ainsi déclenchés se généralisèrent et s'amplifièrent, d'autant mieux que le pétrole est un élément important des coûts de production d'autres matières premières et que les suppléments de revenus procurés aux pays producteurs faisaient de ceux-ci de gros importateurs de denrées alimentaires.

Cela ne signifie point que l'abondance des disponibilités monétaires n'ait pas eu un rôle essentiel. Les hausses de prix n'auraient pu avoir lieu de 1896 à 1913 et de 1967 à 1980 si les liquidités internationales n'avaient augmenté alors fortement. Mais en facilitant les financements et en entretenant une certaine euphorie cette abondance monétaire n'a fait que permettre des relèvements de prix dont les causes étaient autres.

Quelles perspectives?

On pourrait être tenté de considérer simplement qu'au cours des mois ou au long des années prochaines les prix tendront à se rapprocher des tendances à long terme. S'il devait en être ainsi les prix réels des matières premières, qui sont au plus bas, devraient fortement s'élever [18]. Au contraire celui du pétrole devrait décliner encore [19]. Mais on ne saurait fonder des prévisions en ne faisant qu'extrapoler des données statistiques tirées du passé. Il convient d'examiner aussi dans quelle mesure les facteurs qui ont

paru explicatifs des baisses ou hausses passées sont susceptibles de jouer à l'avenir et si d'autres ne sont pas susceptibles d'entrer en jeu. L'économie mondiale est-elle et se trouvera-t-elle encore demain dans une phase ressemblant davantage aux années 1865 à 1897 et 1951 à 1967, où les prix réels des matières premières baissaient, qu'aux années 1898 à 1913 et 1971 à 1980, où ils montaient ? Cela paraît probable.

Des progrès techniques persistants

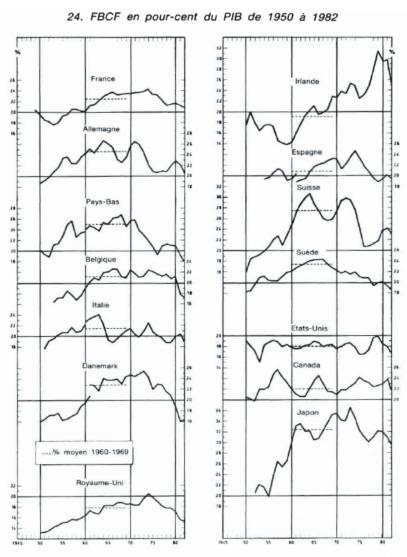
Présentement le génie inventif des hommes, loin de s'épuiser, ne cesse de donner de nouveaux fruits technologiques, propres à exercer sur les prix des matières premières des effets dépressifs plus puissants que naguère. La conquête de l'espace permet, grâce aux observations des satellites, de mieux déceler les richesses naturelles et de mieux surveiller les cultures. La génétique est en passe de multiplier le rendement des végétaux et des animaux. Si les productions d'engrais, d'aluminium et autres matières premières, grosses consommatrices d'énergie sont transférées, comme il devrait, sur les sites où le gaz naturel est disponible à profusion, leurs coûts seront réduits.

Des liquidités internationales limitées...

Quant aux disponibilités monétaires, l'or ne pouvant plus avoir dans le système international le rôle qui fut le sien avant 1914, ce ne sont plus les fluctuations de sa production qui sont à considérer, mais celles des liquidités internationales scripturales. Or, face à l'insolvabilité de nombreux débiteurs, les inquiétudes aujourd'hui ressenties par les banques, naguère créatrices d'euro-dollars, sont grandes. Sans doute longtemps encore les inciteront-elles à une grande prudence dans l'octroi de crédits. Le resserrement des liquidités laissera peu de marge de manœuvre à des producteurs de matières premières qui se coaliseraient pour faire monter les prix.

... et une croissance économique de nature différente...

À quoi s'ajoute – et cela est sans précédent – un changement dans la nature même de la croissance économique des pays développés. Pendant des siècles et récemment encore l'amélioration des niveaux de vie a consisté dans la multiplication de biens matériels incorporant de plus en plus de matières premières : des maisons, des bâtiments industriels ou commerciaux plus nombreux et construits avec plus de ciment, de fer, de vitres, de cuivre ou de plomb; des locomotives et des wagons, des camions, des tracteurs et des automobiles, des appareils ménagers en toujours plus grand nombre, incorporant beaucoup de métaux divers.



Source : J.M. Jeanneney, E. Barbier-Jeanneney : Les économies occidentales du XIX* siècle à nos jours, planche II 34.

L'augmentation des populations dans les pays industrialisés et la hausse de leur niveau de vie y amplifiaient les consommations alimentaires et de biens durables. Pour satisfaire l'ensemble de ces demandes on devait recourir de plus en plus à des équipements industriels lourds. Et ce développement matériel était gros consommateur d'énergie.

Or voici que techniques et modes de vie se conjuguent pour modifier les quantités de matières nécessaires à la croissance des PNB. On réduit la part des métaux ou des fibres naturelles incorporés dans les produits, soit par de meilleurs agencements soit en les remplaçant par des plastiques tirés à bon compte du pétrole. De meilleurs rendements des moteurs et une meilleure isolation des immeubles procurent des économies d'énergie. On entrevoit la possibilité de réduire grâce à des découvertes biologiques les quantités d'engrais et de produits chimiques utilisées par l'agriculture. Qui plus est, des machines performantes et coûteuses, telles que les ordinateurs et les robots, tirent leur efficacité de l'intelligence appliquée à leur conception, du soin apporté à leur réalisation et du haut niveau des connaissances que leur utilisation exige, bien plus que de leur substance.

Dans les pays développés les besoins physiques, sans être certes convenablement satisfaits dans tous les cas, le sont de plus en plus largement et la dénatalité fait que déjà la population de certains d'entre eux est en passe de régresser. Ce sont des services, fournis avec un support matériel peu important, qui constituent la part principale de la croissance des consommations. Les spectacles, les prestations intellectuelles, artistiques ou ludiques de toutes sortes, les voyages, comme aussi les soins d'une médecine de plus en plus savante font que le produit national est susceptible d'augmenter beaucoup plus que les quantités de matières premières et d'énergie utilisées. « L'écart va croissant entre la valeur ajoutée et son support physique »⁸.

Certes cette « dématérialisation de la valeur » n'est guère en cours que dans les pays où les niveaux de vie sont déjà hauts. Il y a dans le monde des milliards d'hommes qui en sont encore à attendre de pouvoir convenablement se nourrir, se vêtir, se loger.

^{8.} Pierre Massé. L'intelligence économique à l'épreuve. « La dématérialisation de la valeur ». Revue *Commentaires*, avril 1986.

D'immenses débouchés existent donc pour les matières premières alimentaires et industrielles. Mais ils ne pourront se concrétiser que progressivement, au fur et à mesure que les pays du Tiers Monde réussiront à développer leurs propres richesses. Car dans le système qui est celui de l'économie mondiale seuls les besoins solvables constituent des débouchés réels et il serait utopique de croire qu'il puisse bientôt en aller autrement, sinon à la marge, grâce à des dons.

... devraient constituer des conditions favorables...

Même à supposer qu'au cours des prochaines années les économies occidentales aient une croissance forte, égale à celle des années cinquante et soixante, il n'en résulterait donc probablement pas une augmentation des consommations de matières premières et d'énergie semblable à celle de ces années-là.

Compte tenu à la fois des effets des progrès techniques en cours sur' les coûts de beaucoup de produits de base et de la prudence escomptée des créateurs de liquidités monétaires, on peut penser que les prix réels des matières premières, même s'ils se relèvent, demeureront au-dessous de la ligne de tendance séculaire, car on n'entrevoit pas que l'actuelle incapacité des producteurs à s'entendre pour provoquer de fortes hausses de prix ait grande chance de prendre fin⁹.

Le prix réel du pétrole, quoiqu'encore très au-dessus de ce qu'il a été pendant plus de soixante ans [19], est-il appelé à remonter fortement d'ici quelques années ? On le dit communément¹⁰ en invoquant que la consommation est plus de cinq fois supérieure aujourd'hui à ce qu'elle était en 1950 [22], qu'il s'agit d'une ressource non reproductible et que pour satisfaire à une demande aussi élevée on devra effectuer de larges prospections et mettre en production des gisements dont l'exploitation sera de plus en plus coûteuse, si bien que le coût réel marginal du pétrole, sur lequel devra s'aligner le prix de marché, sera de plus en plus élevé. Les recettes pétrolières bénéficiant aux détenteurs de gisements où les

^{9.} $\it Cf.$ à ce sujet les déclarations faites à la CNUCED par M. McIntyre. Bulletin de la CNUCED n°218, janvier 1986.

^{10.} *Cf.* dans ce numéro de la revue, l'article de Jacques Adda : « La baisse du prix du pétrole : quelles perspectives pour l'OPEP et quelles retombées pour le Tiers Monde ? ».

coûts sont très bas – moins de 2 \$ le baril pour certains – ne cesseraient alors d'augmenter.

S'il paraît en effet exclu, à moins de découvertes tout à fait inattendues, que le prix du pétrole rejoigne jamais la ligne de tendance calculée sur la période 1900 à 1972 [19], qui aurait conduit à un prix d'environ 5 \$ en 1986, il n'empêche que le maintien pendant au moins une ou deux décennies de son prix réel autour de son niveau actuel est vraisemblable.

Depuis une dizaine d'années on observe en effet un plafonnement de la consommation mondiale de pétrole [22]. La baisse récente de son prix tendra certes à la relancer, mais probablement assez peu, car le prix demeure très supérieur à ce qu'il était au temps où la consommation a cru rapidement. Les équipements permettant des économies d'énergie sont encore avantageux au prix actuel en de nombreux cas. Le charbon extrait en découvert et transporté par mer demeure concurrentiel à ce prix, et aussi l'électricité nucléaire, si toutefois l'accident de Tchernobyl n'en arrête pas malencontreusement le développement, au lieu d'être seulement une incitation à en mieux maîtriser les risques. Le gaz naturel, utilisé à proximité des gisements dont l'abondance est grande par des industries grosses consommatrices d'énergie, pourra enlever au pétrole certains de ses débouchés actuels. Enfin la croissance des économies développées sera, de par sa nature, moins consommatrice d'énergie que celle des années passées.

Le risque d'une forte remontée du prix du pétrole réside essentiellement dans une extension de l'OPEP sous une forme ou une autre aux producteurs de pétrole qui lui sont actuellement étrangers. Mais la multiplication du nombre de pays producteurs intervenue depuis vingt ans et les grandes différences de structure de leurs économies permettent de douter qu'ils parviennent à des accords solides.

Ainsi, à la question posée au début de cet article portant sur le caractère durable ou non des avantages apportés à notre économie par les baisses simultanées des matières premières, du pétrole et du dollar, il me semble pouvoir répondre que :

• Les commodités actuelles résultant des baisses des prix des matières premières et du dollar, qui contrebattent les tendances inflationnistes internes, seront éphémères, car ces mouvements ne peuvent tarder à prendre fin, voire même à s'inverser quelque peu.

• Par contre si les prix des matières premières et du pétrole ainsi que le cours du dollar se stabilisent à proximité de leurs niveaux actuels, comme cela nous paraît possible, il en résultera pour l'économie française des avantages durables, tenant aux termes améliorés de nos échanges, qui, à condition que la volonté d'entreprendre et celle de travailler soient suffisantes en France, permettront d'y distribuer plus de revenus et d'y réaliser plus d'investissements, sans déséquilibrer pour autant nos comptes extérieurs.

... si toutefois un ordre économique international satisfaisant est instauré et maintenu

Cette perspective favorable n'a chance de devenir réalité qu'autant que de graves problèmes mondiaux auront pu être résolus. Faute de quoi on devrait s'attendre à des désordres commerciaux et monétaires, partout générateurs d'un chômage pire qu'aujourd'hui.

La désinflation en cours dans le monde doit être poursuivie, mais sans verser dans une baisse générale des prix, qui serait catastrophique. Que le pouvoir d'achat des monnaies soit à peu près maintenu au long des ans, et que chacun s'y attende, est nécessaire pour que les acteurs de l'activité économique soient à la recherche de meilleures productivités plutôt que de gains spéculatifs. Il faut que les cours des changes des diverses monnaies nationales redeviennent aussi stables que possible, à des cours qui permettent des équilibres durables des balances des paiements, compte tenu que certains pays, épargnant plus qu'ils n'investissent, seront longtemps exportateurs de capitaux, tandis que d'autres en devront emprunter pour assurer leur développement. Afin qu'il puisse en être ainsi chaque État doit maintenir les équilibres essentiels à une marche saine de son économie, en s'impo- sant les disciplines nécessaires quant aux revenus distribués, à la monnaie créée et aux endettements acceptés.

Un bon fonctionnement de l'économie mondiale implique d'autre part un développement des pays du Tiers Monde. À supposer que le poids de dettes excessives – dû à une décennie

d'imprudences bancaires et aux ambitions inconsidérées des dirigeants de ces pays – soit réduit grâce à des taux d'intérêt moindres et de longs rééchelonnements des prêts, on ne peut guère escompter que l'équilibre des paiements extérieurs de ces pays puisse être assuré grâce à l'achat par les pays riches de quantités supplémentaires de matières premières et d'énergie à des prix substantiellement majorés, car les besoins matériels des pays développés augmenteront peu et les ententes qui permettraient d'élever les prix resteront difficiles à constituer et seront toujours fragiles.

C'est dans le Tiers Monde que des quantités accrues de denrées alimentaires et de matières premières industrielles pourraient trouver des débouchés, parce que les pays les composant sont encore à une phase de leur histoire économique et démographique où la croissance est, comme naguère dans les pays de l'OCDE, principalement assurée par des investissements physiques et des consommations de biens matériels. Mais pour cela il faudrait que ces pays cessent d'attendre de l'augmentation de leurs exportations de matières premières ou d'énergie vers les pays riches l'essentiel des ressources nécessaires à leur économie et à l'amélioration du niveau de vie de leurs habitants. Ils doivent développer sur leur sol des activités permettant de réduire leur dépendance en augmentant leurs productions alimentaires et celles de biens manufacturés destinés à leur usage, dussent-ils recourir à un fort protectionnisme douanier. Cette reconversion leur sera d'autant plus nécessaire que les biens de consommation produits chez eux par des industries dites de main-d'œuvre, qu'ils exportent actuellement vers les pays à haut niveau de vie, y seront concurrencés par des productions réalisées sur place lorsque, grâce aux progrès techniques en cours, elles deviendront le fait d'industries de capital, où les coûts de main-d'œuvre compteront beaucoup moins.

Certes si les pays en voie de développement viennent à réduire leur dépendance alimentaire et industrielle vis-à-vis de l'OCDE ceux-ci perdront des marchés d'exportation. Mais les pays développés ne peuvent prétendre à la fois vendre à bon prix des produits au Tiers Monde, lui acheter à bas prix des matières premières et, en substituant des machines très sophistiquées à la main-d'œuvre, récupérer des activités auxquelles ils avaient plus ou moins renoncé, tout en espérant, de surcroît, être remboursés de leurs créances! C'est surtout en elles-mêmes que les économies

développées doivent, comme celles du Tiers Monde, chercher les fondements d'une prospérité nouvelle.

En raison des avantages divers procurés par la division du travail international, le commerce mondial devra certes s'intensifier encore, mais c'est bien davantage par le développement des relations commerciales entre les pays de l'OCDE et, d'autre part, entre pays du Tiers Monde qu'une croissance économique forte pourrait être retrouvée par les uns et les autres.

Tout cela exige qu'un certain ordre économique soit instauré. Dans un monde où aucune autorité habilitée à y exercer un despotisme éclairé s'imposant à toutes les nations ne doit exister, on ne peut compter que sur de libres coopérations entre États et sur l'influence d'organismes internationaux persuasifs pour faire respecter des règles de bonne conduite et pour restaurer ou inventer des mécanismes correcteurs de déséquilibres. Tâche combien difficile, mais pleine de promesses, car les techniques nécessaires pour produire davantage en ménageant la peine des hommes sont déjà à notre portée et le seront plus que jamais. Si les immenses ressources humaines et matérielles actuellement inemployées de par le monde étaient, ne fût-ce que partiellement, mises en œuvre, un surplus considérable de richesses serait créé, qui bénéficierait tout à la fois aux pays riches et aux pays pauvres. Quelques signes se manifestent actuellement d'une prise de conscience par les peuples et par leurs gouvernants de cet enjeu planétaire. Des espoirs sont donc permis.

Cependant, quoiqu'on fasse, nous resterons à la merci d'événements qui viendraient perturber des équilibres toujours précaires. Tout optimisme risque d'être infirmé par des accidents imprévisibles : désaccords entre grandes puissances sur les politiques monétaires ou commerciales, coalitions de producteurs désireux d'exploiter des rentes de situation, épreuves de force entre créanciers et débiteurs, lézardes dans le système bancaire occidental ou encore guerres survenant en des lieux névralgiques du monde et mal circonscrites.

Table des graphiques

- [1] Cours du dollar en franc depuis 1981.
- [2] Prix mondiaux des matières premières en dollar depuis 1981.
- [3] Productions industrielles depuis 1981.
- [4] Prix du pétrole depuis 1981.
- [5] Prix en franc des matières premières importées par la France depuis 1981.
- [6] Pour-cent de hausse sur douze mois des prix à la consommation en France depuis 1981.
- [7] Prix nominaux des matières premières de 1860 à 1986.
- [8] Prix nominal du pétrole en dollar de 1860 à 1986.
- [9] Produit national de 1860 à 1913 en divers pays.
- [10] Produit national de 1920 à 1986 en divers pays.
- [11] Cours du dollar de 1972 à 1980.
- [12] Prix des matières premières de 1972 à 1980.
- [13] Cours de la livre en franc de 1931 à 1935.
- [14] Cours du dollar en franc de 1931 à 1935.
- [15] Cours de la livre et du dollar en franc de 1920 à 1924.
- [16] PIB total des pays de l'OCDE de 1960 à 1984.
- [17] Indice de prix servant de déflateur pour calculer des prix « réels » de 1860 à 1986.
- [18] Prix réel des matières premières de 1860 à 1986.
- [19] Prix réel du pétrole de 1960 à 1986.
- [20] Production mondiale d'or de 1880 à 1913.
- [21] Euro-dollars en pour-cent de la masse monétaire (M2) des États-Unis de 1964 à 1980.
- [22] Production pétrolière mondiale de 1920 à 1986.
- [23] Productions industrielles de 1860 à 1913 en divers pays.
- [24] FCBF en pour-cent du PIB de 1950 à 1982 en divers pays.